

## EDITORIAL



Par **Odette Herviaux**  
Sénatrice du Morbihan  
Secrétaire du Sénat

### Le Palais de la Reconquête

Presque cinquante-trois ans jour pour jour après l'adoption de la Constitution de la V<sup>ème</sup> République, le Sénat a connu l'alternance. La Gauche préside désormais aux destinées d'une Haute Assemblée, jusque là malmenée par un Gouvernement insuffisamment soucieux des conséquences territoriales de ses politiques.

L'élection à sa tête du socialiste Jean-Pierre Bel, sénateur de l'Ariège, esquisse à cet égard les nouvelles voies de la modernité éclairées par le "phare" sénatorial, selon l'expression de Robert Badinter. Dans la perspective de 2012, nous devons tirer plusieurs leçons de cette victoire historique au plan national, et pour laquelle le Morbihan a joué un rôle décisif (cf. ci-contre).

Les grands électeurs ont globalement sanctionné l'opportunisme politique de candidats qui jonglent avec les mandats et les accumulent comme des jetons de casino. Les élus sont en effet des citoyens très exigeants, farouchement hostiles aux promesses inconsidérées et aux compromissions. Ils n'ont donc pas cédé à la démagogie d'une droite fragilisée qui prétendait défendre les élus locaux tout en ayant voté les textes organisant le démantèlement de notre appareil redistributif et de la démocratie territoriale. A contrario, ils ont exprimé leur soutien massif à des personnalités qui ont su accorder leurs principes et leurs actes, notamment en matière de parité, de renouvellement et de diversité politique.

Ce faisant, ils ont confirmé le rôle d'une deuxième chambre parlementaire et attendent que le Sénat et les sénateurs assument pleinement leurs fonctions dans le cadre d'un bicamérisme rénové : défendre les territoires, stabiliser l'environnement financier et réglementaire des collectivités, contrôler l'action du Gouvernement, être force de proposition pour garantir le développement durable et solidaire...

Au-delà de la progression mécanique liée à nos victoires locales, le basculement à gauche du Sénat s'explique avant tout par un projet politique crédible et rassembleur : la République des Territoires, avec la perspective d'un acte trois de la décentralisation, pour refonder notre modèle de développement, mettre en cohérence les logiques institutionnelles et les besoins d'aujourd'hui et oxygéner notre démocratie. La nécessité de favoriser une union forte de la Gauche dès le premier tour s'impose aussi à nous, dans le respect et la dignité de tous.

Avec la conquête du Palais du Luxembourg, nous goûtons les premières saveurs d'une reconquête nationale qui doit s'achever le soir du deuxième tour des élections législatives, dans neuf mois. A nous d'enfanter cette France de l'après-crise, de l'après UMP et de l'après Sarkozy. Une France juste, apaisée et rassemblée qui regarde l'avenir avec confiance.

## Morbihan et Sénat à Gauche : l'union fait la force !

**Le 25 septembre 2011 restera une journée historique pour notre département et notre pays. Pour la première fois dans l'histoire récente de nos institutions, et alors que les observateurs prédisaient un grand chelem pour la droite, les grands électeurs morbihannais ont élu trois sénateurs de gauche. Dans un contexte marqué par la progression générale de la gauche, ce coup de tonnerre a représenté un apport capital pour la nouvelle majorité progressiste au Sénat qui compte désormais 177 membres sur 348.**

Dans un scrutin où le vote est obligatoire, les deux tours du scrutin ont été marqués par une très faible dispersion des suffrages exprimés et une dynamique extrêmement forte en faveur des élus de gauche. Au premier tour, Odette Herviaux est élue très largement en obtenant 948 voix, soit près de 55%. Grâce à une action parlementaire unanimement saluée, à une campagne de terrain entamée dès le mois de mai et à une stratégie d'union de la gauche autour d'un projet répondant aux attentes des élus locaux, elle a emporté dans son sillage ses deux colistiers.

Partenaires loyaux et constructifs, élus implantés et reconnus, Michel Le Scouarnec et Joël Labbé ont devancé les trois candidats de la droite - l'ancien et l'actuel président du conseil général, sénateur et député, ainsi que le président de l'Association des Maires également député ! - de près de 40 voix. Le deuxième tour s'an-



**Joël Labbé (St Nolf, EELV), Odette Herviaux (La Croix-Helléan, PS) et Michel Le Scouarnec (Auray, PCF) ont été élus sénateurs du Morbihan, le dimanche 25 septembre 2011.**

nonçait donc passionnant...

Après plusieurs heures de débat au sein de la droite morbihannaise, le retrait de Jo Kergueris était acté alors même que ce dernier avait obtenu un nombre de voix identique à celui de François Goulard. En sixième position mais pressé de trouver une solution de repli afin de parer à une éventuelle défaite aux élections législatives, le président du Conseil général est resté fidèle au proverbe selon lequel les promesses n'engagent que ceux qui y croient, ou, en l'occurrence, que les mandats n'engagent que les électeurs...

Très mal perçue par beaucoup de grands électeurs, cette déci-

sion contraste avec la cohésion et la sérénité des candidats de la liste des élu(e)s de gauche. Rassemblés pour un ultime meeting en début d'après-midi, les trois titulaires et les trois suppléants sont l o n g u e m e n t applaudis par plus de 300 élus locaux. À l'issue du dépouillement, le résultat est sans appel : tandis que les deux députés

UMP voient leur score se réduire par rapport au premier tour, les deux candidats de gauche obtiennent chacun la majorité absolue. Forts de cette confiance massive, et dans la continuité des progrès soutenus enregistrés à l'occasion des élections cantonales, tous les artisans de l'implantation de la Gauche en Morbihan depuis plusieurs dizaines d'années se sont réunis dans un Palais des Arts qui n'avait jamais assisté à une telle démonstration... Lors de la proclamation des résultats, le président du Conseil régional, heureux de voir le Morbihan rosir de plaisir, entonne un refrain déjà culte : et 1 et 2 et 3, zéro ! et 1 et 2 et 3, zéro !

### Soirée des résultats des primaires citoyennes



**A l'issue du 1<sup>er</sup> tour de la primaire citoyenne, la chaîne morbihannaise Ty Télé organise une soirée des résultats dans le Morbihan, en présence des représentants des candidats.**

**A partir de 20h00 sur le canal 23 de la TNT  
Dimanche 9 octobre**

## Premier secrétaire fédéral

**Vendredi 7 octobre -**

**Vannes/Larmor-Plage/Lorient**

Conseil d'administration de l'UBS

Inauguration de l'espace sportif du Ménez

Inauguration des locaux du Secours populaire

**Samedi 8 octobre - Lorient**

Journée de la Sécurité intérieure

**Dimanche 9 octobre - Lorient**

Primaires citoyennes

**Mardi 11 octobre - Paris**

Rencontre avec Mme Damanaki -

Commissaire européenne à la Pêche

Commission de la Défense nationale

**Mercredi 12 octobre - Paris**

Commission de la Défense nationale

Groupe de travail "Défense 2012"

**Jeudi 13 octobre - Lorient**

Conseil municipal

**Vendredi 14 octobre - Lorient/Lanester**

Fête des sciences

Exposition sur les commandos et fusiliers

marins

**Samedi 15 octobre - Questembert**

Congrès départemental des maires

**Dimanche 16 octobre - Ploemeur/Lorient**

AG de la FNACA

Primaires citoyennes

**Mardi 18 et mercredi 19 octobre - Paris**

Assemblée nationale

Commission de la Défense nationale

**Jeudi 20 octobre - Lorient**

Journée avec la Sauvegarde 56

Ouverture résidence Les grands larges

## En introduction de Berder



**En accueil et en introduction de cette 11<sup>ème</sup> Université de rentrée, Thierry Normand, secrétaire de la section de Vannes, Paul Paboef, Président de Démocratie & Projets 56 et Jean-Yves Le Drian ont dressé le cadre de cette journée. Jean-Paul Méheust a conduit le fil rouge de la journée.**

Restaurer la relation de l'homme à l'économie et au social, réconcilier l'action publique et les citoyens, exercer le droit à l'expérimentation, permettre l'autonomie fiscale. Quelques expressions fortes souvent entendues au cours de cette journée. Autant de questions qui se posent aussi à quelques mois de l'élection présidentielle. Les socialistes morbihannais ont ainsi voulu porter, dans la perspective du projet présidentiel, leur aspiration pour un approfondissement de la décentralisation, résumé dans une expression : "la République des territoires".

## Retour sur la 11<sup>ème</sup> Université de Berder

### Atelier A : Territoire économique

**Yves Grohens**, directeur du laboratoire d'ingénierie des matériaux (LIMATB) à l'Université Bretagne Sud (UBS), a donné sa vision de l'université et les liens qu'elle entretient avec le territoire et les acteurs économiques. Les financements publics des laboratoires de recherche sont basés sur le nombre de publications, conférences et thèses soutenues, mais rien ou peu sur le transfert de technologie (brevets). Les chercheurs doivent donc eux-mêmes trouver d'autres sources de financement.

Suite à la réforme de l'université : que deviendront les petites universités comme l'UBS ? L'Europe préconise des regroupements pour arriver à 10 sites universitaires d'excellence. Le choix du gouvernement est une recentralisation sur de grosses métropoles. Or les intérêts divergent entre universités de métropoles et universités de territoires. La proposition des équipes universitaires est un regroupement administratif mais pas géographique entre les universités de Bretagne et Loire-Atlantique pour la proximité des étudiants et pour éviter que les entreprises ne partent vers les grandes métropoles.

Plusieurs problématiques ont ainsi été soulevées : quels partenariats public/privé en dehors des grosses métropoles ? Comment allier recherche innovation et entreprise, sans être au service uniquement de l'entreprise qui finance ? Quelle articulation recherche/entreprise en dehors des finances, quand on sait que la logique de l'entreprise est le secret de fabrication et que le chercheur



sera évalué sur ses publications ?

**Claudine De Brassier**

### Atelier C : Territoire maritime

Alors que le président de la République avait réaffirmé, dans son discours du Havre, le caractère stratégique de la maritimité, cette belle ambition s'est heurtée aux décisions contreproductives du Gouvernement : éclatement des affaires maritimes, absence de prise en compte des politiques innovantes des collectivités (cf. charte des espaces côtiers)... Associé du Groupe Nass&Wind, **Olivier Barreau** a souligné l'instabilité réglementaire qui affecte le secteur des énergies renouvelables et menace l'émergence de nouvelles filières industrielles pourvoyeuses d'emplois non délocalisables. Directeur de la station Ifremer de Lorient, **Gérard Bavouzet** a quant à lui dénoncé la réduction mécanique des budgets dans le cadre d'une RGPP

qui affaiblit les capacités publiques de recherche.

Pourtant, tant au plan mondial - conférences onusiennes sur le climat



et la biodiversité - qu'europpéen - adoption du paquet énergie-climat, débat sur l'avenir de la politique commune des pêches -, les mers et les océans offrent de formidables opportunités pour refonder notre modèle de développement. Compte tenu des multiples conflits d'usage, deux conditions s'avèrent toutefois nécessaires pour entamer cette marche vers la *glaz économie* : gouvernance partenariale et responsabilité politique.

Gérard Bavouzet a ainsi démontré qu'une mobilisation conjointe des acteurs (professionnels, scientifiques, ONG, élus) permettrait de préserver efficacement la ressource, d'améliorer la qualité des produits et de rémunérer justement les producteurs. En évoquant la démarche de concertation mise en œuvre pour l'implantation d'éoliennes offshore, Olivier Barreau a confirmé la pertinence de cette approche. Les deux intervenants ont cependant insisté sur le rôle des élus qui doivent fixer un cap (le développement des EnR ne peut se concevoir sans des mesures fortes concernant les économies d'énergie) et garantir la continuité de l'action publique sur le long terme.

**Simon Uzenat**

**Atelier B : Territoire social "vieillir à domicile" - Pierre Couëdelo**, directeur de CAMKA Système et **Jean-Philippe Diguët**, directeur de recherche au CNRS Lab STICC à l'UBS (recherche menée à Kerpage).

La forte participation à cet atelier a révélé l'enjeu de société que représente le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées. Sujet souvent complexe et technique, nous avons pu nous familiariser "au vieillir à domicile" par la présentation concrète de deux dispositifs que sont la télémédecine et les aides techniques autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication : détection de chutes par téléassistance, domotique, etc. Ces outils sont bien complémentaires à l'humain et ne le remplace évidemment pas ; ils viennent bien au contraire, pour la télémédecine par exemple, conforter par un examen à domicile un diagnostic, en évitant un déplacement pour le malade.

L'objectif premier de ces progrès technologiques reste l'amélioration en continu de la qualité et du confort de vie à domicile des personnes connaissant la dépendance ou le handicap. La question des moyens financiers et techniques a été centrale. Les participants ont souhaité que le politique soit vigilant sur les champs d'actions de cette nouvelle économie de la dépendance et de ses financements face aux difficultés des collectivités et afin de ne pas exclure les plus démunis du progrès.

En 2012 puis en 2014, le lien social et intergénérationnel sera au cœur de nos campagnes et cet atelier nous a permis d'esquisser les pistes qu'il faudra approfondir pour développer notre vision de la solidarité.



**Annaïg-Sklaërenn Le Moël**

### Atelier D : Territoire agricole innovant

**Thomas Gerst**, de l'entreprise Biogas, a évoqué les enjeux, blocages et perspectives de la méthanisation, procédé biologique de dégradation de la matière organique en milieu pauvre en oxygène par des bactéries spécialisées. Elle produit du biogaz, source d'énergie renouvelable (électricité et/ou chaleur) et un produit fertilisant, le digestat. Les enjeux sont nombreux : fournir des alternatives aux énergies fossiles, participer à la réduction des gaz à effet de serre, valoriser des déchets de provenances diverses, obtenir une nouvelle source de revenus pour le milieu agricole, créer des emplois.

Le débat a rapidement porté sur la problématique : l'agriculture doit-elle servir à produire de l'énergie ou à nourrir les hommes ?



En effet, en Allemagne, et depuis peu en Bretagne, on cultive du maïs pour la méthanisation. L'exemple du projet du lycée agricole du Gros Chêne de Pontivy a été présenté, qui privilégie la valorisation de déchets, dont ceux des cantines. Les perspectives de développement en France sont importantes, car c'est le pays d'Europe qui présente le plus fort potentiel de matière utilisable, mais l'investissement est important (500 000 à 6 millions d'euros).

**Jean Verger**, directeur de l'IUT Lorient-Pontivy, a présenté la plate-forme de transfert de technologie Prodiabio (PRO-cédés, DIA-gnostic environnemental, BIO-ressources). Son rôle est, sur le territoire du Centre Bretagne, d'accompagner les entreprises dans leurs projets de R&D et d'innovation, dans le domaine de l'agroalimentaire. Le but est également de créer une synergie entre organismes de formation, entreprises et collectivités. Cette structure regroupe 4 partenaires : IUT, Lycée agricole du Gros Chêne, Lycée Fulgence Bienvenüe (Loudéac), Lycée Jeanne d'Arc St-Yvi (Pontivy), et bénéficie d'un appui scientifique avec un laboratoire de l'UBS. Seules 2 plate-formes technologiques existent en Bretagne (Brest et Pontivy).

**Christophe Marchand - Pontivy**

## Séance plénière de Berder 2012 : vers la République des territoires

**Séance de belle facture avec les interventions de Patrick Salez - expert en aménagement du territoire et ancien fonctionnaire de la Commission européenne, Odette Herviaux - Sénatrice du Morbihan et Gwendal Rouillard - Député du Morbihan et Premier secrétaire fédéral.**



Patrick Salez a décliné les enjeux et exigences d'une refondation de la gouvernance territoriale en France. Sa réflexion s'est articulée autour de dix points qu'on peut tenter de résumer ainsi. Le territoire est un support et un acteur social du développement. C'est un cadre d'action en recherche d'équilibre entre la création de valeur et de compétitivité et le maintien de sa cohésion interne. A ce titre, sa réactivité au changement est supérieure à celle de l'Etat-nation notamment en situation de crise économique et financière. Mais le délestage de l'Etat, résultat de la contre-réforme de décembre 2010, débouche sur une gouvernance territoriale inadaptée à la mutation. Il faut s'orienter vers un pacte territorial, intégrant entre autres exigences : un Etat partenaire et contractuel, des échelons intermédiaires doués d'une autonomie fiscale, des ser-

vices locaux de proximité, la pratique de l'expérimentation, un dialogue territorial structuré à tous les échelons.

Gwendal Rouillard a développé six propositions : 1. Promouvoir une économie des territoires avec des fonds régionaux d'investissement pour les PME et TPE - 2. Corréler universités et territoires dans le choix des disciplines avec la même approche pour les enseignants et enseignants chercheurs - 3. Mettre en lien réseaux, partenariats et filières (industrie, enseignement, collectivités) - 4. Inverser la méthode en privilégiant contrats de territoire(s)/Etat aux actuels contrats de progrès - 5. Accorder des prérogatives législatives aux territoires (ex : la Corse) et faire de la Bretagne une terre d'expérimentation globale - 6.



Reconnaître la "maritimité" comme enjeu économique, social et stratégique avec l'élaboration d'une politique maritime où les régions concernées seraient actrices et partenaires. L'outil existe, qu'on lui accorde l'importance qu'il mérite : c'est la CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes) qui regroupe 162 régions et plus de 300 millions d'habitants).

Odette Herviaux, à la veille des élections sénatoriales, a beaucoup été sollicitée dans le débat avec la salle sur le Sénat. Elle a beaucoup insisté sur ce que devraient être les vocations respectives de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'Assemblée devrait assurer la meilleure représentation proportionnelle de la population (ne pas confondre avec le scrutin proportionnel qui est un autre débat), le Sénat dans sa réforme garantissant le particularisme des territoires ruraux. De façon plus générale, elle a stigmatisé l'actuelle décentralisation menée dans une politique globale d'aménagement du territoire décidée en central.

Jean-Paul Méheust



Les Jeunes socialistes du Morbihan

## 9 octobre 1981, la fin de la vengeance sanglante

**Il y a seulement 30 ans, la France quittait enfin le club très des pays rendant la "Justice" par l'assassinat. Cette sentence fut longtemps défendue pour son effet dissuasif, et pourtant nous savons aujourd'hui que les pays pratiquant encore l'exécution sont ceux où les violences sont les plus importantes.**

En effet, une fois atteint un certain degré d'inaction, les criminels n'ont plus rien à perdre ! Pour les défenseurs de la peine de mort les plus "honnêtes" avec leur conscience, LA bonne raison d'exécuter les condamnés se résume en un mot : la vengeance.

Cette vengeance d'état a encore lieu dans 58 pays dans le monde, dont 4 pays membres du G20 ayant procédé à des exécutions en 2010. Mais n'en déplaise à Marine Le Pen, De Villiers et d'autres encore, la justice ce n'est pas la vengeance. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le retour à la peine de mort est aujourd'hui quasiment impossible en France du fait de la signature de multiples traités internationaux. Brandir le retour de la guillotine

comme peine de justice est donc une fois de plus de la démagogie associée à une méconnaissance du Droit International.

Pour nous, Jeunes Socialistes, rendre la justice c'est avant tout s'assurer que les citoyens qui ont dérapé ne restent pas impunis et comprennent leur erreur pour se réinsérer, c'est le principe de la seconde chance.

Le défi du 20<sup>ème</sup> siècle était l'abolition de la peine de mort, le défi du 21<sup>ème</sup> siècle sera d'assurer la réinsertion des condamnés à leur remise en liberté. Pour cela l'un des enjeux du prochain quinquennat sera de mettre en place des modes de détention alternatifs pour les délits mineurs, la prison sans mur. En complément de cela il sera

nécessaire d'assurer une formation et un encadrement individualisés des détenus. La récidive ne saurait être évitée par la menace de sanctions encore plus grandes, elle ne pourra l'être que par une bonne anticipation des conditions de réinsertion. La mise en place de formations durant le parcours de privation de liberté, suivi d'un accompagnement à la remise en liberté, sont les principales mesures capables d'éviter la récidive.

Le 10 Octobre 2011 se tiendra la Journée Mondiale contre la Peine de Mort. Profitons de cette occasion pour expliquer notre réforme de la justice aux électeurs qui pourraient être tentés par des solutions extrêmes.

Fabien

### Un président à l'écoute

Beaucoup de nos compatriotes auraient tendance à reprocher à Nicolas Sarkozy de n'être plus à leur écoute et de n'en faire qu'à sa tête. Que nenni, le Président est parfaitement à leur écoute, pour preuve il n'est que de suivre l'actualité des médias ou presque chaque jour des affaires d'écoutes clandestines ou d'enquêtes pour le moins discutables polluent un peu plus, chaque jour, une campagne électorale qui s'engage sur une pente nauséabonde. A ceux qui, à droite, se plaignent des boules puantes lancées par les opposants à Nicolas Sarkozy, on pourrait faire remarquer que ceux qui utilisent l'appareil d'Etat pour leur usage personnel qu'ils ne sont peut être pas les mieux placés pour donner des leçons aux autres.

On se rend bien compte que la droite qui voit son pouvoir de plus en plus remis en question après la chute du Sénat, qui confirmait d'ailleurs la victoire de la gauche à toutes les élections locales depuis 2007, commence à perdre les pédales. Il serait temps de leur rappeler que la France est encore une démocratie et que la droite n'en est pas sa légitime propriétaire.

Après la chute du Sénat bon nombre d'élus de l'UMP commencent à sentir le roussi et s'inquiètent de plus en plus pour leur carrière. La victoire sans appel de la gauche, dans le Morbihan, en est une parfaite illustration. Je ne voudrais pas trop retourner le couteau dans la plaie, mais je confirme qu'ils ont raison d'avoir peur, car les Français sont excédés par la politique menée par Nicolas Sarkozy et ses troupes. Des troupes qui commencent à s'interroger sur le bien fondé d'une nouvelle candidature d'un Président de plus en plus rejeté par la population dont les indices de popularité stagnent au plus bas depuis de nombreux mois.

Certes le Président se la joue à l'internationale pour essayer de redorer un blason bien terni, comme en allant se faire acclamer par les Libyens. A cet égard, on ne saurait trop les engager, s'ils en sont satisfaits, à le garder mais en les mettant tout de même en garde sur sa propension à faire des promesses qu'il ne tient rigoureusement jamais.

Trêve de plaisanteries, il faudrait quand même rappeler à quelques membres de l'entourage de Nicolas Sarkozy que si Paris vaut bien une messe, il ne faudrait pas qu'ils dépassent la ligne blanche et que les ardoises se paient un jour ou l'autre. La chronique actuelle des affaires en est une parfaite illustration.

Le Cormoran

## Librement dit...

### La longue marche du peuple morbihannais

L'événement historique qui a eu lieu dimanche dans le Morbihan en a surpris plus d'un, et en particulier les notables de droite qui considéraient le Morbihan comme leur propriété.

Mais en y réfléchissant un peu, on est amené à constater que cela est le résultat d'une longue marche commencée il y a des dizaines d'années par un certain nombre de militants convaincus de la justesse de leur cause bien que sans espoir de gagner à court terme. Mais il fallait le faire ! Je pense en particulier à ceux qui ne sont plus là : Mich Masson, Lili Le Guern, Jean Le Gac entre autres.

La droite morbihannaise a toujours mis en avant des notables pour parler au nom des ruraux en général et des paysans en particulier. La parole des ruraux était brouillée et trahie par les châtelains, les notaires et autres bourgeois. Et quand des voix populaires s'élevaient de temps en temps, c'était des "mal-pensant", des "socialo-communistes" qui faisaient de la politique, parce que bien évidemment, les notables de droite, eux, ne font pas de politique... "ils n'ont pas l'esprit partisan !" comme dit Raffarin.

Depuis dimanche, les grands électeurs du Morbihan, issus du peuple, ont repris la parole et calmement, sans violence, ont décidé de chasser les notables, et de désigner des gens comme eux pour les représenter. Ils ont quand même fait fort en désignant comme sénateurs du Morbihan : une femme, un écolo et un communiste !!! excusez du peu mon cher Duc !

Nous sommes nombreux à nous réjouir de cette divine surprise, tellement inattendue que nos élus eux-mêmes ne s'y attendaient pas, alors que la droite était persuadée d'avoir gagné d'avance.

Mes chers camarades, le combat n'est pas terminé. Bien sûr que le Sénat a été gagné grâce au Morbihan, que la droite croyait sa propriété et nous en sommes fiers. Maintenant il nous faut atteindre d'autres objectifs : la présidence de la République et les circonscriptions législatives.

Aujourd'hui, tout est possible, il faut chasser cette oligarchie politico-financière qui déshonore notre pays. Une caste s'est installée à la tête de l'Etat, remettant en cause la démocratie elle-même. Indignons-nous et chassons les ! Et pour ce faire, nous, les Bretons, nous serons en première ligne. Notre vote sera même déterminant et nous aurons alors atteint le terme de notre longue marche.

**Jo Guenanten**  
Militant Socialiste Paysan

## EN IMAGES

# Une journée historique Le Morbihan et le Sénat à Gauche

**C'est en effet une journée historique que les Morbihannais et les Français ont vécue le 25 septembre 2011. Trois sénateurs de Gauche dans notre département et un Sénat à Gauche, en partie grâce à la surprise morbihannaise. Voici une rétrospective en images de cette folle journée, et de l'élection de Jean-Pierre Bel le samedi suivant, premier socialiste à la présidence du Sénat. (Photos Ségolène de Maupéou).**



A la mi-journée, première bonne nouvelle : Odette Herviaux est réélue dès le premier tour de l'élection sénatoriale avec 948 voix sur les 1745 votants. Elle est suivie, en nombre de voix, par ses deux co-listiers Michel Le Scouarnec et Joël Labbé.



1754 grands électeurs morbihannais composaient le corps électoral de cette élection sénatoriale. Une majorité d'entre eux a porté les 3 candidats de gauche au Sénat.



A l'issue du second tour, l'ensemble de la liste la Gauche unie a été élue par les grands électeurs pour représenter les territoires du Morbihan au Sénat. Un véritable séisme pour la Droite.

Samedi 1<sup>er</sup> octobre, nos sénateurs se sont retrouvés au Palais du Luxembourg pour l'élection du nouveau président du Sénat, le socialiste Jean-Pierre Bel. Odette Herviaux est désormais Secrétaire du Sénat et siègera, tout comme Joël Labbé, dans la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. La Bretagne compte désormais 12 sénateurs à gauche sur 14. Ci-contre aux côtés de Gérard Le Cam (22), Jean-Luc Fichet (29) et Virginie Kles (35).



Odette entourée de son équipe parlementaire : Simon Uzenat, Ségolène de Maupéou et Nathalie Le Magueresse.

### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur  
en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition :  
77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14  
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules  
Verne - 56530 QUÉVEN ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr